

L'euro ou le chaos ?

Jean-Jacques Rosa

Toutes les autorités l'affirment : la sortie de la Grèce de l'euro serait une catastrophe terminale (voir Politico.com, « Greek default ? Wall Street says don't risk it », Ben White, 23/4/2015). En dépit du sentiment prêté à plusieurs gouvernements européens, sentiment selon lequel, après tout, on pourrait en venir à cela faute de mieux, et sans conséquences trop graves pour les autres membres de la zone euro dans la mesure où les effets d'une sortie grecque ont été évalués et ont déjà fait l'objet de contre mesures. La plupart des créanciers privés de l'Etat grec se sont défaussés de leurs titres de créance principalement sur la BCE. Ainsi les systèmes de crédit nationaux ne seraient plus vraiment vulnérables à une défaillance financière d'Athènes et il suffirait à la BCE d'offrir de nouvelles facilités aux banques tout en demandant à ses propres propriétaires, les Etats membres, d'abonder à son capital.

Mais ce sont maintenant les milieux officiels US qui prennent le relai de l'alarmisme : et l'on évoque outre Atlantique la faillite de Lehman Brothers, le défaut russe, et même l'assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo en 1914, qui, bien que de peu d'importance stratégique, a servi de détonateur à la première guerre mondiale, comme exemples de ce que risquerait d'entraîner le Grexit. Par analogie vague (plus que par raisonnement) une sortie de la Grèce pourrait être l'étincelle qui conduirait à un Armageddon financier mondial ! En d'autres termes, Wall Street et Washington veulent que la Grèce reste dans la zone euro. Ce n'est, nous dit-on, « pas le moment » avec une économie américaine toujours fragile, une Chine dont la croissance s'essouffle, et un Moyen-Orient en pleine déstabilisation, sans même parler de l'Ukraine et des relations russo-américaines.

Un Grexit maintenant pourrait conduire à l'effondrement de l'euro, à une profonde récession en Europe, à une forte volatilité des marchés financiers qui pénaliserait l'investissement et la confiance, et pourrait même plonger l'économie américaine dans une récession renouvelée.

Comme nous ne savons pas calculer la probabilité de tels événements il vaudrait donc mieux s'abstenir au nom de l'ignorance et maintenir le statu quo de l'euro, même au prix de nouveaux prêts à la Grèce, qui, on le sait, ne feraient qu'alourdir encore le poids de ses dettes et la charge insoutenable du paiement des intérêts.

Le Grexit ne saurait être qu'un accident dommageable écrit Mohamed A. El-Erian, économiste du groupe Allianz, société qui, financière et allemande, a toutes les raisons de vouloir en écarter l'augure. De même pour les analystes de l'UBS dont une bonne partie des activités se situe dans l'eurozone.

Les partisans de l'euro sont ainsi passés de l'optimisme absurde de ses débuts (l'euro facteur de croissance et d'emploi) à la reconnaissance tardive de ses effets évidemment toxiques,

puis à une position de repli provisoire consistant à soutenir que bien que constituant un erreur majeure de stratégie économique, l'euro est ainsi fait qu'il est impossible d'en sortir. Et ils en viennent aujourd'hui, à bout d'arguments, à reconnaître que la sortie est en réalité possible et n'apparaît même que trop probable, mais qu'il ne vaut pas la peine d'en courir le risque, du moins pas tout de suite.

On ne peut éviter de se demander : Mais comment les divers pays faisaient-ils donc avant l'euro, lorsqu'ils avaient chacun leur propre monnaie nationale et pas de surveillant externe pour leur dicter leur politique monétaire, budgétaire et organisationnelle? N'ont-ils pas connu dans ces conditions d'indépendance et de responsabilité leurs plus belles années de croissance ?

Mais la vraie raison de la prophétie apocalyptique visant à écarter toute sortie de l'euro n'est à rechercher ni dans la logique économique ni dans les leçons de l'expérience : elle tient aux intérêts des uns et des autres. Il est possible en effet qu'un Grexit conduise à un « détricotage » plus large de l'euro, surtout si cette sortie s'avérait avantageuse pour l'économie grecque comme il est probable : les grandes banques européennes perdraient à cette occasion une partie de leur avantage compétitif de gestionnaire d'un monnaie « mondiale », ainsi que la clientèle internationale correspondante, tandis que d'autre part l'économie US pourrait être pénalisée par la remontée du dollar que les incertitudes sur l'euro provoqueraient. Enfin les institutions de l'eurozone perdraient une partie de leur raison d'être.

Vous avez dit Wall Street et Washington ? Ajoutez Francfort ...

Read more: <http://www.politico.com/story/2015/04/wall-street-washington-greece-europe-default-117255.html#ixzz3YETfFiHK>